

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 3595

[2004/202686]

17 JUIN 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, modifiée par la loi du 2 février 1994;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, modifié par les décrets du 6 avril 1998, du 5 mai 1999, du 29 mars 2001 et du 19 mai 2004;

Vu l'article 45, modifié par le décret du 29 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, tel qu'il a été modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 15 juin 2000, du 2 mai 2002, du 16 octobre 2002, du 19 décembre 2002 et du 9 septembre 2003;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 3 mai 2004;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 mai 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 mai 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 2 juin 2004, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 9 juin 2004,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, sont apportées les modifications suivantes :

A) Au 1^o, alinéa 2 les mots "d'un service de placement familial" sont insérés entre les mots "d'un centre d'orientation éducative "et" ou d'un service de prestations éducatives ou philanthropiques".

B) au 3^o, a) et b) les mots "porter à la connaissance de l'administration tout événement grave" sont remplacés par les mots "à l'initiative du pouvoir organisateur lui-même ou de la personne à qui la direction du service est confiée, porter à la connaissance de l'administration tout événement grave".

Art. 2. A l'article 4 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

A) le § 3, alinéas 2, 3 et 4, est remplacé par les alinéas suivants :

"Le service assume le nombre de situations visées par le projet pédagogique. Si le taux de prises en charge n'atteint pas 80 % sur une période annuelle, le service en informe l'administration et le conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse, en le motivant. Il peut dépasser le taux de 100 % sur une période annuelle à condition de préserver la qualité de son projet. Le conseil pédagogique est consulté à cette occasion;

B) le § 5 est complété par l'alinéa suivant :

"Un document de présentation du projet pédagogique est remis aux bénéficiaires ainsi qu'à toute personne amenée à travailler avec le service".

Art. 3. A l'article 5 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

A) à l'alinéa 1^{er}, 4^o, les mots "du personnel envers les jeunes" sont ajoutés après les mots "les sanctions inacceptables";

B) à l'alinéa 1^{er}, 5^o, a), les mots "de préférence avec une ou des personnes ou un organisme" sont remplacés par les mots "avec une personne ou un organisme";

C) l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

"Le projet pédagogique mentionne d'une part les fonctions des membres du pouvoir organisateur et définit d'autre part le profil de chaque fonction au sein du service".

Art. 4. L'article 6, § 1^{er}, les termes "les jeunes peuvent être invités" sont remplacés par "les jeunes sont invités, au moins une fois par an"

L'article 6, § 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"§ 3. Le conseil pédagogique reçoit copie de l'arrêté d'agrément du service.

Il est également obligatoirement informé, dans les trois mois de l'assemblée générale statutaire, sur les comptes annuels et sur l'affectation des subventions".

Art. 5. A l'article 8 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

A) l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

"Elle reçoit, du pouvoir organisateur, les informations lui permettant d'assumer cette charge";

B) dans le dernier alinéa, les mots "de l'alinéa 1^{er}" sont remplacés par les mots "des alinéas 1^{er} et 2".

Art. 6. A l'article 9, § 1^{er}, 1^{er} tiret du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

A) les mots " - lorsqu'un service refuse la prise en charge : "sont remplacés par les mots" -lorsqu'un service refuse la prise en charge pour un autre motif que le manque de place .";

B) les mots "sans délai" sont insérés entre les mots "un exemplaire de ce document est transmis" et "à l'autorité mandante".

C) dans le 4^o, "Sans préjudice du droit du jeune concerné prévu par l'article 10 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, les données relatives à la santé du jeune ne peuvent être communiquées qu'au seul médecin délégué par le Ministre à cet effet"

Art. 7. Dans l'article 10, alinéa 2, du même arrêté, les mots "le motif de ces refus" sont insérés entre les mots "le nombre de refus de prises en charge," et "le taux de prise en charge visé à l'article 1^{er}, 14^o ".

Art. 8. A l'article 11 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

A) au § 1^{er}, les mots "Il est tenu une comptabilité analytique par projet pédagogique agréé." sont supprimés;

B) au § 1^{er}, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

"Lorsque plusieurs services agréés relèvent d'un même pouvoir organisateur, une comptabilité analytique est tenue par service agréé."

Un 3^e alinéa est inséré remplaçant "Cette disposition n'est pas applicable" par les mots "Les alinéas 1^{er} et 2 ne sont pas applicables";

C) le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 3 Avant la fin du mois de juin, les services font parvenir à l'administration et selon les modalités fixées par le Ministre, un exemplaire des comptes annuels de l'exercice écoulé et du budget de l'exercice en cours. Les rapports de l'expert-comptable ou du réviseur d'entreprises sont joints aux compte annuels.

Pour les services dont le pouvoir organisateur est constitué en association sans but lucratif, une copie de la délibération de l'assemblée générale qui a donné décharge aux administrateurs pour leur gestion de l'exercice écoulé, est jointe.

Art. 9. Dans l'article 15 du même arrêté, les mots "17,50 EUR pour le président et de 12,50 EUR pour les membres" sont remplacés par les mots "35 EUR pour le président et de 25 EUR pour les membres".

Art. 10. A l'article 17 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

A) l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

"L'agent chargé de l'inspection pédagogique et le pouvoir organisateur ou les promoteurs du projet et la direction des services concernés sont invités à participer à l'examen du dossier qui les concernent. L'agent chargé de l'inspection comptable peut être entendu";

B) l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante : "Dans le respect du débat contradictoire, la commission peut décider d'entendre toute personne qui peut l'éclairer à propos du dossier traité".

Art. 11. Dans l'article 18, alinéa 2, du même arrêté, le mot "négatif" est remplacé par le mot "positif".

Art. 12. Dans l'article 20 du même arrêté, les mots "L'extrait du procès-verbal est transmis au service concerné" sont remplacés par les mots "L'extrait du procès-verbal est transmis au directeur du service concerné qui le communique au personnel. Il est également transmis au pouvoir organisateur du service".

Art. 13. L'article 22, § 1^{er}, 5^o, du même arrêté est abrogé.

Art. 14. L'article 25, § 1^{er}, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1^{er} :En vue d'émettre l'avis prévu à l'article 21, 7^o du décret, le conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse sollicite, si nécessaire, l'avis des conseils d'arrondissement de l'aide à la jeunesse des arrondissements où le service exerce également ses activités ainsi que l'avis des autorités mandantes concernées.

Cet avis est transmis à l'administration.

Les avis prévus à l'article 16, § 3, h) du présent arrêté sont émis par le ou les conseils d'arrondissement de l'aide à la jeunesse concernés à la demande de l'administration dans les deux mois de la demande. Ce délai est suspendu du 1^{er} juillet au 31 août.

A défaut de respecter ce délai, l'avis est présumé avoir été rendu".

Art. 15. L'article 27, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"En cas de remplacement tel que prévu à l'article 49 du décret, de la personne physique à qui ont été confiées la gestion et la direction effective du service, celui-ci en informe immédiatement l'administration. Le service informe également l'administration, dans les deux mois qui suivent le départ effectif de la personne visée ci-dessus, de l'identité de son remplaçant. Dans les trois mois de la réception du dossier par la commission, celle-ci remet un avis sur le maintien de l'agrément".

Art. 16. A l'article 29 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

A) le § 1^{er} est abrogé;

B) dans le § 2, les mots "ses arrêtés d'application" sont remplacés par "des arrêtés spécifiques".

Art. 17. A l'article 34, § 5, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

A) au 1^o, les mots "heures rémunérées prestées" sont remplacés par les mots "heures rémunérées, prestées";

B) le 4^o est, après le mot "accident de travail" complété comme suit : "et des heures rémunérées prestées dans le cadre d'un contrat d'étudiant ainsi que des heures rémunérées prestées dans le cadre d'un remplacement d'un membre du personnel bénéficiant d'un congé éducation"

Art. 18. L'article 37 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

"Outre les missions définies dans ces arrêtés spécifiques, les services agréés peuvent également, après accord du Ministre, exercer une action de recherche, d'expertise et de développement du secteur visant à l'amélioration des pratiques développées par les services qui contribuent à l'application du décret".

Art. 19. Un article 44^{quater}, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Art. 44^{quater} : Par dérogation à l'article 31, § 1^{er} du présent arrêté, les services qui étaient agréés avant le 1^{er} juin 1999 sur la base de l'arrêté du 7 décembre 1987 et qui seront agréés sur la base du présent arrêté après le 31 décembre 2003, verront débiter leur premier triennat le 30 novembre 2003 pour se terminer le 31 décembre 2006".

Art. 20. L'annexe 2, A, 1^o, a) du même arrêté est complétée comme suit :

"Toutefois, le volume de prestation rémunéré retenu dans le calcul de l'ancienneté du travailleur bénéficiaire d'une mesure d'aménagement de fin de carrière, est celui dont il bénéficiait avant qu'il ne réduise ses prestations à mi-temps.

Le volume de prestation rémunéré du travailleur engagé pour remplacer le travailleur qui réduit ses prestations d'un temps plein à un mi-temps dans le cadre de cette disposition, n'est pas pris en considération.

La cotisation mensuelle versée au Fonds social "Old Timer" en application de la convention collective du 6 janvier 2004, dans les termes où elle a été conclue au sein de la Commission Paritaire 319.02 instaurant des dispositions quant à l'aménagement de la fin de carrière professionnelle dénommée "Plan Tandem", est considérée comme une charge admissible.

Pour le secteur public, ce dispositif doit être préalablement reconnu par le Gouvernement de la Communauté française comme offrant des avantages et garanties semblables à celles prévues par la convention collective précitée".

Art. 21. Dans l'Annexe 3, E., 1^o, a), du même arrêté, le mot", paramédical "est inséré entre les mots" de l'enseignement supérieur pédagogique "et" ou social,"

Art. 22. Le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 juin 2004.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme N. MARECHAL

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 3595

[2004/202686]

17 JUNI 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, gewijzigd bij de wet van 2 februari 1994;

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, gewijzigd bij de decreten van 6 april 1998, 5 mei 1999, 29 maart 2001 en 19 mei 2004, inzonderheid op artikel 45, gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2001;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juni 2000, 2 mei 2002, 16 oktober 2002, 19 december 2002 en 9 september 2003;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 3 mei 2004;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 mei 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 5 mei 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 2 juni 2004, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 juni 2004,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) In 1^o, tweede lid, worden de woorden "een dienst voor plaatsing in gezinnen" ingevoegd tussen de woorden "een centrum voor opvoedkundige voorlichting" en "f een dienst voor opvoedkundige of filantropische prestaties".

B) In 3^o, a) en b) worden de woorden "het bestuur op de hoogte brengen van elke ernstige gebeurtenis" vervangen door de woorden "op initiatief van de inrichtende macht zelf of van de persoon aan wie de leiding van de dienst werd toevertrouwd, het bestuur op de hoogte brengen van elke ernstige gebeurtenis".

Art. 2. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) § 3, tweede, derde en vierde leden, wordt vervangen als volgt : "De dienst beheert het aantal toestanden bedoeld in het opvoedingsproject. Wanneer het percentage van opnames over een jaar niet 80 % bereikt, brengt de dienst het bestuur en de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd ervan op de hoogte, en legt dit uit. Het kan 100 % over een jaar overschrijden voorzover de kwaliteit van zijn project behouden wordt. Daartoe wordt de pedagogische raad geraadpleegd;

B) § 5 wordt aangevuld als volgt :

"Een document van voorstelling van het opvoedingsproject wordt overhandigd aan de begunstigen alsook aan elke persoon die met de dienst moet werken".

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) in het eerste lid, 4^o worden de woorden "van het personeel tegenover de jongeren" toegevoegd na de woorden "onaanvaardbare straffen";

B) in het eerste lid, 5^o, a), worden de woorden "bij voorkeur met een of meer personen of een instelling" vervangen door de woorden "met een persoon of een instelling";

C) het derde lid wordt vervangen als volgt :

"Het opvoedingsproject vermeldt, enerzijds, de ambten van de leden van de inrichtende macht en bepaalt, anderzijds, het profiel van elk ambt binnen de dienst".

Art. 4. In artikel 6, § 1 worden de woorden "de jongeren kunnen verzocht worden" vervangen door de woorden "de jongeren worden minstens één keer per jaar verzocht";

Artikel 6, § 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"§ 3. De pedagogische raad krijgt een afschrift van het besluit betreffende de erkenning van de dienst. Hij wordt ook verplicht ingelicht, binnen de drie maanden na de statutaire algemene vergadering, over de jaarrekeningen en de bestemming van de subsidies".

Art. 5. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

het volgende lid wordt ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid : "Ze krijgt van de inrichtende macht de informatie waarmee ze deze opdracht kan vervullen";

B) in het laatste lid worden de woorden "van lid 1" vervangen door de woorden "van het eerste en het tweede lid".

Art. 6. In artikel 9, § 1, eerste streepje van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) de woorden "- indien de dienst de tenlasteneming weigert :'" worden vervangen door de woorden "- wanneer een dienst de opname weigert voor een andere reden dan het gebrek aan plaats :";

B) het woord "onverwijd" wordt ingevoegd tussen de woorden "een exemplaar van dit document wordt doorgezonden" en "naar de lastgevende autoriteit".

C) in 4^o worden de volgende woorden ingevoegd : "Onverminderd het recht van de betrokken jongere, bedoeld in artikel 10 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levensfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, alleen worden meegedeeld aan de arts, die daartoe afgevaardigd werd door de Minister, de gegevens inzake de gezondheid van de jongere".

Art. 7. In artikel 10, tweede lid van hetzelfde besluit worden de woorden "de reden van deze weigeringen" ingevoegd tussen de woorden "het aantal weigeringen van tenlastenemingen," en "het cijfer van de tenlasteneming bedoeld bij artikel 1, 14^o".

Art. 8. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) in § 1 worden de woorden "Er wordt een analytische boekhouding gevoerd per goedgekeurd opvoedingsproject. » geschrapt;

B) in § 1 wordt het volgende lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid : "Wanneer verschillende erkende diensten tot eenzelfde inrichtende macht behoren, wordt een analytische boekhouding per erkende dienst gevoerd. »

Er wordt een derde lid ingevoegd, dat de woorden "deze bepaling is niet van toepassing" vervangt door de woorden "De eerste en tweede leden zijn niet van toepassing";

§ 3 wordt vervangen als volgt :

"§ 3. Vóór eind juni zenden de diensten het bestuur, volgens de Minister nader te bepalen regels, een exemplaar van de jaarrekeningen van het voorbije boekjaar en van de begroting van het lopende boekjaar door. De verslagen van de accountant of van de bedrijfsrevisor worden bij de jaarrekeningen gevoegd.

Voor de diensten waarvan de inrichtende macht opgericht is in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, wordt een afschrift gevoegd van de beslissing genomen na de beraadslaging van de algemene vergadering die aan de bestuurders kwijting heeft gegeven voor hun beheer van het voorbije jaar.

Art. 9. In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de woorden "17,50 EUR voor de voorzitter en 12,50 EUR voor de leden" vervangen door de woorden "35 EUR voor de voorzitter en 25 EUR voor de leden".

Art. 10. In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) het tweede lid wordt vervangen als volgt : "De ambtenaar belast met de pedagogische inspectie en de inrichtende macht of de promotors van het project en de directie van de betrokken diensten worden verzocht deel te nemen aan het onderzoek van het dossier dat hen betreft. De ambtenaar belast met de boekhoudkundige inspectie kan verhoord worden";

B) het derde lid wordt vervangen als volgt :

"Met inachtneming van de uiteenzetting door beide partijen kan de commissie beslissen elke persoon te verhoren die het behandelde dossier kan ophelderen".

Art. 11. In artikel 18, tweede lid van hetzelfde besluit wordt het woord "negatief" vervangen door het woord "positief".

Art. 12. In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de woorden "Het uittreksel van de notulen wordt naar de betrokken dienst doorgestuurd" vervangen door de woorden "Het uittreksel van de notulen wordt naar de directeur van de betrokken dienst doorgestuurd die het aan het personeel meedeelt. Het wordt ook aan de inrichtende macht van de dienst verstuurd".

Art. 13. Artikel 22, § 1, 5° van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 14. Artikel 25, § 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"§ 1. Om het advies bedoeld in artikel 21, 7° van het decreet uit te brengen vraagt de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd, indien nodig, het advies van de arrondissementsraden voor hulpverlening aan de jeugd van de arrondissementen waar de dienst ook zijn activiteiten uitoefent, alsook het advies van de betrokken lastgevende autoriteiten.

Dit advies wordt aan het bestuur verzonden.

De adviezen bedoeld in artikel 16, § 3, *h*) van dit besluit worden, op verzoek van het bestuur, binnen de twee maanden na de aanvraag, uitgebracht door de betrokken arrondissementsraad (raden) voor hulpverlening aan de jeugd. Deze termijn wordt tussen 1 juli en 31 augustus geschorst. Ingeval van niet-naleving van deze termijn wordt het advies geacht uitgebracht te zijn".

Art. 15. Artikel 27, eerste lid van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

Bij vervanging zoals bedoeld in artikel 49 van het decreet van de natuurlijke persoon aan wie het effectief beheer en de effectieve leiding van de dienst werden toevertrouwd brengt deze daar het bestuur onmiddellijk op de hoogte van. De dienst deelt eveneens aan het bestuur, binnen de twee maanden die volgen op het effectief vertrek van de bovenvermelde persoon, de naam van zijn vervanger mede. Binnen de drie maanden na de ontvangst van het dossier door de commissie, brengt deze een advies uit over het behoud van de erkenning".

Art. 16. In artikel 29 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) § 1 wordt opgeheven;

B) in § 2 worden de woorden "zijn toepassingsbesluiten" vervangen door de woorden "specifieke besluiten".

Art. 17. In artikel 34, § 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) in 1° worden de woorden in de Franse tekst "heures rémunérées prestées" vervangen door de woorden "heures rémunérées, prestées";

B) 4° wordt, na het woord "arbeidsongeval", aangevuld als volgt :
"en de betaalde uren die gepresteerd zijn in het kader van een studentencontract alsook de betaalde uren die gepresteerd zijn in het kader van de vervanging van een personeelslid met een educatief verlof".

Art. 18. Artikel 37 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

"Naast de opdrachten bepaald in deze specifieke besluiten kunnen de erkende diensten ook, na toestemming van de Minister, een onderzoeks-, expertise- en ontwikkelingsactie van de sector voeren met het oog op de verbetering van de praktijken ontwikkeld door de diensten die tot de toepassing van het decreet bijdragen".

Art. 19. In hetzelfde besluit wordt een artikel 44 quater ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 44quater. In afwijking van artikel 31, § 1 van dit besluit zal de eerste driejarige ambtsperiode van de diensten die vóór 1 juni 1999 op basis van het besluit van 7 december 1987 erkend waren en die na 31 december 2003 op basis van dit besluit zullen worden erkend, op 30 november 2003 beginnen en op 31 december 2006 eindigen".

Art. 20. De bijlage 2, A, 1°, *a*) van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

"Nochtans is het aantal betaalde prestaties dat in aanmerking komt voor de berekening van de anciënniteit van de werknemer die een maatregel met betrekking tot de indeling van het einde van de loopbaan geniet, het aantal dat hij genot voordat hij zijn prestatie tot een halftijdse betrekking vermindert.

Het aantal betaalde prestaties van de werknemer, aangeworven ter vervanging van de werknemer die zijn voltijdse prestaties tot halftijdse prestaties vermindert in het kader van deze bepaling wordt niet in aanmerking genomen.

De maandelijkse bijdrage gestort op de rekening van het Sociaal Fonds "Old Timer" met toepassing van de collectieve overeenkomst van 6 januari 2004, in de termen waar ze gesloten werd binnen de Paritaire Commissie 319.02 tot invoering van de bepalingen betreffende de indeling van het einde van de loopbaan, genoemd "Plan Tandem", wordt beschouwd als in aanmerking komende last. Voor de openbare sector moet deze bepaling vooraf erkend worden door de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij voordelen en waarborgen worden aangeboden die gelijk zijn aan deze bepaald in de bovenvermelde collectieve overeenkomst".

Art. 21. In bijlage 3, E., 1°, *a*) van hetzelfde besluit wordt het woord", paramedisch "ingevoegd tussen de woorden" van het hoger pedagogisch onderwijs" en "of sociaal".

Art. 22. De Minister tot wier bevoegdheid de Hulpverlening aan de Jeugd behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 23. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 17 juni 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL